

Préfecture du Nord

Direction de la coordination
Des politiques interministérielles

Bureau des installations classées
Pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE -CA

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société
DESVRES pour son établissement situé à MAUBEUGE.**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L 171-6, L 171-8, L 172-1, L 511-1 et L 514-5 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2004 accordant à la S.A DESVRES l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une unité de fabrication de carrelages et de procéder à son extension sur le territoire des communes de MAUBEUGE et LOUVROIL à l'adresse suivante : Impasse Senelle - Rue d'Hautmont - 59600 Sous le Bois / MAUBEUGE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 mai 2016 portant délégation de signature à M. Olivier GINEZ, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2004 susvisé qui dispose :

*« Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards, les avaloirs, les postes de relevage, les postes de mesure, les vannes manuelles et automatiques...
Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi qu'à celle des services d'incendie et de secours. » ;*

Vu l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2004 susvisé qui dispose :

*« L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, sera confiné par la mise en charge des réseaux internes de collecte des eaux pluviales et par un bassin de confinement permettant de recueillir la partie des eaux ne pouvant pas être contenue dans les réseaux internes.
Les eaux doivent s'écouler par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident.*

*Les organes de commande nécessaires à la mise en charge des réseaux internes et du bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.
Les 5 rejets d'eaux pluviales se rejetant dans la Flamenne sont équipés d'obturateur pneumatique à commande centralisée en un point pour permettre le confinement des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie. » ;*

Vu le rapport en date du 7 juillet 2016 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier du 7 juillet 2016 conformément aux articles L 171-6 et L 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 8 juin 2016, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- Plan des égouts (article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2004) :
 - Le plan transmis par l'exploitant par courrier du 23 septembre 2014 n'a pas été réactualisé.
 - Le plan porté à la connaissance de l'inspection est incomplet et ne présente pas :
 - de date d'actualisation
 - les équipements du site (la station de traitement des effluents, 2ème atomiseur,...)
 - le réseau eaux usées sanitaires et les points de branchement
 - le réseau eaux usées industrielles
 - la gestion des eaux de voiries et parkings, les regards, les avaloirs, le bassin de rétention des eaux de toiture du nouveau bâtiment et les points de rejet associés
- La présence de 6 points de rejet des eaux pluviales de toitures à la Flamenne, matérialisés sur le plan de 2014, n'a pas été constatée.
- La présence d'un débourbeur-déshuileur sur le site, matérialisé sur le plan de 2014, n'a pas été constatée.
- Confinement (article 10.2 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre) :
 - Le bassin de rétention des eaux pluviales du nouveau bâtiment est commun avec le bassin de confinement.
 - Aucun dispositif d'obturation n'est présent sur les exutoires des eaux pluviales vers la Flamenne, ni au niveau du bassin de rétention/confinement.
 - La buse de surverse vers le milieu naturel du bassin de rétention/confinement est positionnée à mi-hauteur du bassin et ne permet pas d'assurer le confinement des eaux polluées en toute circonstance. Un dispositif d'obturation est donc nécessaire.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 9.2 et 10. 2 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2004 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DESVRES de respecter les prescriptions dispositions des articles 9.2 et 10.2 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2004 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTÉ

Article 1^{er} - Objet

La société DESVRES qui exploite une installation de fabrication de carrelages sur la commune de Sous le Bois / MAUBEUGE (59600) impasse Senelle, rue d'Hautmont est mise en demeure de respecter les dispositions de :

- l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2004 en établissant un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts qui fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards, les avaloirs, les postes de relevage, les postes de mesure, les vannes manuelles et automatiques..., dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

- l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2004 :

- en fournissant le bon de commande des dispositifs d'obturation à commande centralisée sur les exutoires des eaux pluviales vers la Flamenne et sur l'exutoire du bassin de rétention/confinement du site, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- en mettant en oeuvre des dispositifs d'obturation à commande centralisée sur les exutoires des eaux pluviales vers la Flamenne et sur l'exutoire du bassin de rétention/confinement du site, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris, conformément aux dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et la Sous-Préfète d'AVESNES SUR HELPE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de MAUBEUGE,

- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de MAUBEUGE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 25 NOV 2016

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint



Olivier GINEZ



